

à la nationalisation de la terre, nous avons assuré à l'Etat des possibilités illimitées dans le domaine de la répartition des terres. Aucun mur d'une propriété privée ou collective ne sera pour nous un obstacle à l'adaptation des formes de l'utilisation terrienne aux nécessités du processus du développement. Pour le moment, à peine 4 % des moyens de production agricoles sont mis en commun; les autres, 96 % se trouvent dans la possession privée des paysans. Mais il ne faut pas perdre de vue que les moyens de production agricoles, aussi bien ceux des paysans que ceux de l'Etat ne surpassent que de très peu 1/3 de l'ensemble des moyens de production de toute l'Union soviétique. Il serait superflu d'expliquer que la signification de la nationalisation de la terre ne peut se manifester complètement que dans le résultat final d'un grand développement de la technique agricole et de la collectivisation de l'agriculture qui doit en résulter, c'est-à-dire, dans la perspective d'une série d'années. Mais c'est vers ce but que nous nous dirigeons.

IV

Pour nous, qui sommes marxistes, il était absolument clair, même avant la révolution, que la construction socialiste de l'économie devait justement commencer par l'industrie et les transports mécaniques et s'étendre de là au village. C'est pour cela qu'un examen (appuyé de chiffres) de l'activité de l'industrie nationalisée est la question fondamentale du jugement socialiste de notre économie dans l'époque de transition.

Dans le domaine de l'industrie, la socialisation des moyens de production est de 89 % et en y comprenant les transports par chemin de fer, 97 %; dans l'industrie lourde à elle seule, 99 %. Ces chiffres indiquent que les résultats de la nationalisation n'ont pas subi de changement en défaveur de la propriété d'Etat. Cette circonstance, à elle seule, est de la plus haute importance. Mais ce qui nous intéresse surtout, c'est autre chose : dans quel pourcentage les moyens de production spécialisés participent-ils à la production annuelle? c'est-à-dire : dans quelle proportion de production l'Etat emploie-t-il les moyens de production qu'il s'approprie? Voici ce qu'indique à ce sujet le tableau d'ensemble de la Commission du plan d'Etat : L'industrie étatique et socialiste a produit en 1923/24, 76 % de la production brute; cette année elle a produit 79,3 % et selon le devis de la Commission du Plan d'Etat elle promet d'atteindre 79,7 % l'année prochaine. En ce qui concerne l'industrie privée, sa participation à la production était en 1923/24

de 23,7 %, en 1924/25, de 20,7 %, et pour l'année prochaine on lui accorde 20,3 %. Les chiffres prévisibles pour l'année prochaine, aussi prudemment calculés soient-ils, c'est-à-dire la comparaison de la dynamique de la production de l'Etat et de la production privée, à l'intérieur de la somme totale des marchandises produites par le pays, prend une importance énorme. Nous voyons qu'au cours de l'année passée et de l'année présente, c'est-à-dire dans les années de développement économique difficilement poursuivi, la participation de l'industrie d'Etat a augmenté de 3 %, tandis que la participation privée a baissé d'autant. C'est de ce pourcentage que dans ce petit laps de temps la prépondérance du socialisme sur le capitalisme a grandi. Le pourcentage peut paraître faible, mais en fait, sa signification symptomatique est, comme nous allons le voir, énorme.

En quoi pouvait consister le danger au moment de la transition vers la nouvelle politique économique et dans les toutes premières années de celle-ci? Il a consisté dans le fait que l'Etat, à la suite de l'épuisement complet du pays, aurait pu se montrer incapable de relever les grands établissements industriels dans un temps suffisamment court. Etant donné le travail tout à fait insuffisant des grands établissements à ce moment (nous avions à faire à une production de 10 et 20 %), les établissements moyens, les petits et même les établissements de travail à domicile [artisanat] pouvaient obtenir, par leur capacité d'adaptation, par leur « élasticité », une prédominance immense : La « liquidation » de la première période, qui représentait le tribut socialiste au capitalisme pour le fonctionnement des usines et bâtiments confisqués au capital, risquait de livrer une grande partie de la fortune de l'Etat à toutes sortes de marchands, d'entremetteurs et de profiteurs. L'artisanat à domicile et les petits ateliers étaient les premiers à reprendre de la vie dans l'atmosphère de la N.E.P. La combinaison du capital d'affaires privé avec la petite industrie privée, dont faisait partie l'artisanat, aurait pu conduire à un procès suffisamment rapide de l'ancienne accumulation capitaliste, par les anciennes voies. De ce fait, on était menacé d'une perte de vitesse si grande qu'elle aurait pu aboutir à arracher les brides de la direction économique des mains de l'Etat ouvrier avec une force effrayante. Naturellement, nous ne voulons pas du tout dire par là que chaque relèvement passager ou même constant de la valeur propre de l'industrie privée dans le cadre des transactions générales renferme en lui-même des suites catastrophiques ou même graves. Ici aussi la qualité dépend de la